Intervention 29février 2012

**A la veille du Sommet européen des 1er et 2 mars, placé essentiellement sous le signe de l’austérité et de la discipline budgétaire, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) adresse un message clair aux dirigeants de l’Union : cette austérité imposée va plonger l’UE dans la récession !**

C’est une première : ce mercredi 29 février, les syndicats de toute l’Union européenne se mobilisent sur la même préoccupation !

Dans un communiqué publié en fin de semaine dernière, la CES dénonce une « gouvernance » qui fait fausse route et propose des « alternatives pour l’emploi et la justice sociale » :

« Les effets de la crise financière, économique et sociale ont atteint des niveaux insoutenables dans plusieurs pays. Face à l’extrême gravité de la situation, les dirigeants européens placent la course à l’austérité comme la réponse prioritaire. »

La crise sert de prétexte tout trouvé pour attaquer le modèle social européen,

Couper dans les salaires, dans la protection sociale, attaquer les mécanismes de négociation, flexibiliser les contrats de travail, voilà ce que les idéologues néolibéraux proposent comme seul horizon !...

Le 30 janvier 2012, un Sommet a finalisé un nouveau traité international qui fait un pas de plus vers l’austérité et prévoit des sanctions en cas de déficits. Ce traité, qui devrait être adopté par le Conseil européen des 1er et 2 mars, grave dans le marbre la discipline budgétaire et risque d’enfoncer l’Europe dans la récession.

«Trop, c’est trop»!C’est le mot d’ordre retenu pour appeler à la mobilisation. Trop d’austérité, trop de textes européens adoptés sans démocratie, ça suffit!

L’austérité décrétée dans chaque pays a déjà généré ces derniers mois des mouvements de protestation nationaux d’un niveau jamais atteint. Les syndicats s’opposent au traité avec d’autant plus de virulence qu’il a également pour vocation d’encadrer, de fait, toute capacité de négociation des syndicats dans chacun des pays.

Alors ensemble en Europe, empêchons que ces mesures arbitraires soient prises !!!

Ainsi en France, refusons la « TVA sociale » et les accords de compétitivité !

La TVA est l’impôt le plus inégalitaire et son augmentation diminuera le pouvoir d’achat du plus grand nombre de salariés, de retraités, de privés d’emploi.

Quant aux accords de compétitivité, pour lesquels le Président de la République dit donner deux mois pour une négociation employeurs/syndicats, sa majorité parlementaire tente le coup de force de modifier le droit du travail avant la négociation.

Un projet de loi « Warssman » priverait tout recours aux salariés pour le respect de son contrat de travail, en particulier sur les horaires et la rémunération. Par le chantage à l’emploi, le salarié n’aurait comme choix que de nouveaux horaires et/ou une baisse de salaire ou bien le licenciement.

Ces accords de compétitivité portent la remise en cause du droit social français et du contrat de travail. Plus globalement, âge de départ à la retraite, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, Services Publics et Protection Sociale…tout devrait passer à la moulinette.

C’est un retournement du droit social. Les syndicats doivent-ils rester l’arme au pied et ne pas dénoncer ce sabotage du droit social français au motif qu’il y a des élections ? Nous ne le pensons pas, surtout lorsque le président n’hésite pas à dénoncer les syndicats qui résistent à sa politique.

« Une de mes plus grandes fiertés est de n’avoir jamais cédé à la pression de la rue » clame-t-il !!! Et c’est un candidat qui se réclame du peuple qui le dit !!!

Quelle belle garantie démocratique !!!

Une démocratie bafouée par le « pacte » Merkozy, Le nouveau traité confère à l’Europe le droit de décider toute avancée sociale dans un pays de l’Union, au regard de sa situation financière.

Il s’agit finalement de généraliser en Europe le mécanisme mis en œuvre dans le dernier plan de sauvetage de la Grèce. Un mécanisme qui a conduit à ce que le pouvoir politique y soit transféré à des responsables désignés, non élus qui, sous couvert d’un mandat européen, se comportent en gendarmes dans la conduite des affaires du pays.

Comment tolérer que soit ainsi traitée la nation qui a légué au monde les principes de la démocratie.

Tous ces mécanismes mis en place actuellement sont opaques. Il y avait un million de manifestants en Espagne le 19 février. La plupart des médias n’en ont pas dit un mot, alors que la déréglementation du travail, la diminution des droits des privés d’emploi et la remise en cause des règles d’indemnisation du chômage sont les motifs de mobilisation…

Les Espagnols s’entendent dire qu’ils coûtent trop cher, que le Code du travail est trop rigide.

Même registre en Italie.

Une dizaine de sommets européens se sont tenus pour « sauver » la Grèce. Chaque fois, tout était soi-disant solutionné à grands coups de milliards pour les banques, et trois semaines plus tard, il fallait convoquer un nouveau sommet pour un nouveau plan.

La crise ne doit pas servir à brader nos systèmes sociaux ! Nous rejetons la baisse sur des salaires, le démantèlement de la protection sociale, la flexibilisation du marché du travail, la privatisation des services publics, la diminution du montant des pensions, l’exclusion sociale, la remise en cause des négociations collectives et du dialogue social, et surtout une répartition injuste des efforts :

les travailleurs paient le prix fort d’une crise qu’ils n’ont pas causée, alors que le monde de la finance et les spéculateurs s’en sortent indemnes.

**«**[**Jamais**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=jamais) **on ne** [**corrompt**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=corrompt) **le** [**peuple**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=peuple)**, mais** [**souvent**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=souvent) **on le** [**trompe**](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=trompe)**. » disait Rousseau.**

### Rousseau qui écrivit aussi dans le contrat social :

### « Les [lois](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=lois) sont [toujours](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=toujours) [utiles](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=utiles) à ceux qui [possèdent](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=possedent) et [nuisibles](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=nuisibles) à ceux qui n’ont [rien](http://www.evene.fr/citations/mot.php?mot=rien).  »

Oui nous sommes en période électorale et les salariés doivent se faire entendre, sur la base de leurs revendications pour qu’elles soient prises en compte, traitées et considérées. Nous ne voulons pas d’un débat sur le sexe des anges et autres fioritures dont nous abreuvent les médias.

Il n’y a plus de temps à perdre. La rue doit s’emparer de ce moment important dans la vie du pays pour faire parler et vivre ses aspirations, pour un meilleur partage des richesses, pour que l’homme, le citoyen, son environnement, son bien-être au travail et dans la vie soit remis au centre des débats.

Suit :

Intervention sur Imérys tuilerie de Blajan et situation santé Hôpital suite à la rencontre avec Chastel Directeur de l’ARS